PRINT MEDIA
AMNESTY INTERNATIONAL VL
Ref : 29779

Le Soir

Date : 07/11/2017
Page : 1+12
Periodicity : Daily
Journalist : Kiesel, Véronique

Circulation : 66016
Audience : 406800
Size : 973 cm²

« Le Soudan fait la guerre à ses propres citoyens »

Albaqir Muhktar est le directeur d'une ONG qui œuvre à la construction de la paix dans son pays natal, le Soudan. Cet ardent défenseur des droits humains était de passage à Bruxelles. Il a expliqué au *Soir* pourquoi tant de jeunes Soudanais tentaient l'aventure européenne malgré les dangers de l'exil. Albaqir Muhktar décrit un régime qui *« donne tous les pouvoirs aux forces de sécurité. Elles peuvent tout faire, y compris tuer sans devoir rendre de comptes »*. Pour beaucoup, la fuite est inévitable : *« Le Soudan est un Etat failli, qui fait la guerre à ses propres citoyens. »*

Commentant l'invitation faite à des officiels soudanais de venir identifier des migrants à Bruxelles, Albaqir Muhktar n'hésite pas : *« C'est comme inviter le renard dans le poulailler. (...) Si ces gens sont déportés au Soudan, leur vie et leurs libertés seront en très grand danger. Amnesty International a retrouvé douze Soudanais qui avaient été rapatriés de Jordanie et ils avaient tous été torturés à leur retour. »* ■

« Il ne faut plus coopérer avec le régime de Khartoum »

SOUDAN Albaqir Muhktar explique pourquoi tant de jeunes gens ont quitté le pays

▶ Ce défenseur soudanais des droits humains vit en exil.
▶ Mais il continue à dénoncer les méfaits commis par le régime de Khartoum.

ENTRETIEN

On a beaucoup parlé du Soudan ces dernières semaines à propos des migrants du parc Maximilien à Bruxelles. Lors de son passage à Bruxelles, nous avons discuté de la situation dans le pays avec Albaqir Muhktar, directeur d'une ONG soudanaise active dans la construction de la paix.

Où en est le respect des droits humains au Soudan ?

Nous avons une guerre civile dans trois régions : le Darfour d'abord, où il y a 2,5 millions de déplacés, soit 40 % de toute la population africaine de cette région peuplée d'Arabes et d'Africains. Le gouvernement a armé les tribus arabes et désarmé les Africains qui sont écrasés par des combattants arabes alliés au gouvernement, les Janjawids. Il y a aussi la guerre au Kordofan du Sud, et dans l'Etat du Nil Bleu, à la frontière avec le Soudan du Sud, indépendant depuis 2011. Les personnes qui y prennent les armes pour réclamer le respect de leur identité africaine sont en conflit d'identité avec l'Etat central, qui se proclame arabe et musulman. La population de ces régions est donc considérée comme ennemie et se retrouve en grand danger.

Et dans le reste du pays ?

Ailleurs, le régime réprime les activistes politiques et militants des droits civiques, les journalistes et les politiciens en général. La répression s'attaque surtout aux libertés d'association et d'expression, via les très répressives « lois de sécurité nationale » qui donnent tous les pouvoirs et une impunité totale aux forces de sécurité. Elles peuvent tout faire, y compris tuer sans devoir rendre de comptes. Les femmes aussi sont soumises à un sévère contrôle à travers les « lois d'ordre public ». L'an dernier, 43.000 femmes ont été arrêtées et punies à Khartoum parce qu'elles étaient vendeuses en rue ou qu'elles ne respecteraient pas les règles en matière d'habillement.

Comme défenseur des droits humains, vous avez également été victime de persécutions ?

Précédemment, il y avait au Soudan une vraie liberté de presse, nous avions un système de multipartisme et un gouvernement démocratiquement élu. Et puis Omar el-Béchir a fait un coup d'Etat en 1989. Depuis, il y a eu plusieurs élections organisées, officiellement toutes gagnées par le président. Mais si ces élections étaient libres et justes, il serait battu, tout le monde le déteste, y compris la majorité des Soudanais arabes. Le parti au pouvoir est lié aux Frères musulmans et considère ceux qui n'en sont pas comme ses ennemis.

Peu après le coup d'Etat, j'ai dû quitter le Soudan avec ma famille et nous nous sommes installés à Londres où j'ai obtenu l'asile politique. Je n'étais pas revenu au Soudan avant l'accord de paix avec le Sud-Soudan de 2005. Deux ans plus tard, j'ai ouvert à Khartoum une ONG active dans les droits humains, le Centre Al Kathim Adlan pour l'instruction et le développement humain. J'ai continué à y travailler jusqu'en 2012, lorsque les autorités ont fermé mon Centre. Je l'ai relocalisé en Ouganda. J'étais toujours autorisé à me rendre au Soudan et j'y ai poursuivi des missions éducatives jusqu'en février 2016.

Que s'est-il passé ?

Le 29 février 2016, la sécurité a fait une descente dans les locaux de Tracks, le Khartoum Centre for Training and Human Development, créé en 2013 par un de mes collègues pour offrir des formations en matière de technologies de l'information et de droits humains. Chaque fois que je revenais au Soudan, l'équipe de Tracks m'accueillait dans ses bureaux. La sécurité a arrêté tout le monde et confisqué téléphones et ordinateurs. Les membres de l'équipe ont été interrogés et harcelés pendant trois semaines

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be

puis emprisonnés. Trois membres masculins de l'équipe ont fait de longs mois de prison, accusés de crimes contre l'Etat, de complot terroriste, d'espionnage, passibles de la peine de mort ou de la prison à vie. Finalement, la Cour a reconnu leur innocence, mais ils ont pris un an de prison pour violation d'une loi sur l'information. J'ai été accusé de tout cela comme eux, mais j'étais parti la veille pour l'Ouganda. Je ne suis pas revenu au Soudan depuis, car je sais que je serais arrêté et devrais répondre de toutes ces accusations au cours d'un long procès accompagné d'une stricte détention préventive.

De quoi Khartoum a-t-il si peur ?

Le régime ne veut pas que ses violations des droits humains soient rendues publiques. Un rédacteur en chef a été condamné à un an de prison parce qu'il avait autorisé un de ses journalistes à écrire sur le cas d'un diplomate soudanais qui avait harcelé sexuellement dans un pub à New York une jeune Américaine. Alors que le vrai crime a été commis par le diplomate, pas par le journaliste !

Pourquoi tous ces jeunes Soudanais arrivent-ils actuellement en Europe et notamment à Bruxelles ?

Parce que le Soudan est un Etat failli, qui fait la guerre à ses propres citoyens, qui les discrimine sur des bases ethnico-religieuses ou pour leurs opinions politiques. Les libertés sont très réduites. Et ce gouvernement est tellement corrompu qu'il a échoué économiquement. Le président et sa famille, ses collègues, ont volé l'Etat. Les jeunes gens n'ont ni espoir ni avenir. Ils ont donc de nombreuses raisons de fuir leur pays.

Que pensez-vous du fait que le gouvernement belge a invité des officiels soudanais à venir identifier des ressortissants soudanais ?

C'est comme inviter le renard dans le poulailler. Si vous êtes sérieux, vous ne pouvez pas faire cela ! Ces personnes sont victimes de l'Etat soudanais et vous invitez des représentants de cet Etat qui les considère comme des ennemis pour les identifier ! Si ces gens sont déportés au Soudan, leur vie et leurs libertés seront en très grand danger. Amnesty International a retrouvé douze Soudanais qui avaient été rapatriés de Jordanie et ils avaient tous été torturés à leur retour.

Que faire pour améliorer la situation ?

Changer les choses au Soudan relève de notre responsabilité à nous, Soudanais. Mais nous avons besoin d'un support moral pour nos combats, comme celui que nous a apporté Amnesty International lorsque nos collègues de Tracks étaient arrêtés. On va continuer à se battre pour restaurer la démocratie au Soudan. En 2013, il y a eu de gigantesques manifestations contre le pouvoir, qui y a répondu en tirant sur la foule, faisant plus de 200 morts. En 2015, il y a eu deux jours de grève civique, des journées villes mortes impressionnantes. D'autres actions auront lieu tant que nous n'aurons pas gagné. Et en attendant, plus personne ne doit coopérer avec ce régime.

Pourtant, les sanctions américaines contre le Soudan ont été levées…

Oui, car le Soudan a aidé les USA dans la lutte antiterroriste. Les plus grands terroristes, en Somalie, au Nigeria ou en Libye ont étudié à l'Université islamique de Khartoum, ils sont donc bien connus ! Le Soudan est une fabrique de terroristes ! Les Américains ont donc reçu des masses d'informations et ont levé les sanctions. L'Union européenne, elle, a coopéré avec le Soudan pour lutter contre les flux migratoires, chargeant les Janjawids à surveiller ses frontières pour le compte de l'UE ! Khartoum se montre donc très coopératif en matière de politique étrangère mais, sur le plan intérieur, rien ne bouge. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE KIESEL

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be

Albaqir Muhkart vit désormais en Ouganda, car il craint d'être arrêté au Soudan. © DOMINIQUE DUCHESNES/LE SOIR.

Albaqir Muhktar

Âgé de 61 ans, il a étudié l'anglais et les sciences de l'éducation à Khartoum puis au Royaume-Uni où, exilé après le putsch de 1989, il a fait sa thèse de doctorat auprès des universités de Birmingham et Manchester. Il y a ensuite enseigné dans le département Etudes du Moyen-Orient. De retour au Soudan, il crée une ONG, qui est fermée en 2012 par les autorités. Mais il continue à travailler depuis l'Ouganda.

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be